

L'industrie alsacienne dans la Grande Guerre : un désastre économique ?

Alsatian industry during World War I: an economic disaster?

Die elsässische Industrie im Ersten Weltkrieg: ein wirtschaftliches Desaster?

Bertrand Risacher et Nicolas Stoskopf



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1927>

DOI : [10.4000/alsace.1927](https://doi.org/10.4000/alsace.1927)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 77-104

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Bertrand Risacher et Nicolas Stoskopf, « L'industrie alsacienne dans la Grande Guerre : un désastre économique ? », *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1927> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1927>

Tous droits réservés

L'industrie alsacienne dans la Grande Guerre : un désastre économique ?

La Grande Guerre constitue une première expérience d'économie dirigée : la régulation par le marché est remplacée, dès que la guerre menace de durer, c'est-à-dire à partir de l'automne de 1914, par l'intervention de l'État, qui cherche à faire face à toute une série de pénuries : main-d'œuvre, matières premières, armements, financements. Le problème dominant n'est plus de trouver des débouchés, mais d'assurer les approvisionnements nécessaires pour remporter la victoire. Il est suffisamment bien résolu dans les deux camps pour permettre à la guerre de traîner en longueur, contrairement aux prévisions initiales¹.

L'analyse de cet épisode en Alsace présente un intérêt particulier : grande région industrielle, elle est allemande, mais depuis 1871 seulement, et sa germanité n'est pas sans faille, surtout face à un ennemi français. Ses entreprises, leurs patrons et leurs ouvriers, peuvent-ils être intégrés à l'effort de guerre allemand comme s'ils étaient des Allemands ordinaires ? À cette question, que les autorités se sont posée en 1914 et qu'il importe de soulever un siècle plus tard dans une perspective historique, s'ajoute le problème de la proximité du front : « Seule de tous les pays allemands », constate avec lucidité Marcel Koch en 1931, « l'Alsace connut, d'une façon continue, les dévastations de la guerre, dans une large zone haut-rhinoise »², dont une partie d'ailleurs est reconquise par les Français dès 1914. À l'évidence, l'Alsace n'est pas un « pays allemand » comme les autres, d'autant qu'elle redevient française en 1918.

Est-ce la raison, consciente ou non, pour laquelle sa plus ou moins grande participation à l'effort de guerre allemand est si peu mentionnée, notamment dans les ouvrages de l'entre-deux-guerres³, et si peu étudiée par la suite, comme s'il était politiquement incorrect de s'intéresser à

1. ASSELAIN (Jean-Charles), *Histoire économique du XX^e siècle. La montée de l'État*, Paris, 1995, p. 25.

2. « Marcel Koch, secrétaire général de l'Office régional d'information », Comité alsacien d'études et d'information, *L'Alsace depuis son retour à la France*, t. 2, Strasbourg, 1933, p. 239-240.

3. *Id.* - SCHLENKER (Max) (dir.), *Die Wirtschaftliche Entwicklung Elsass-Lothringens 1871 bis 1918*, Francfort, Elsass-Lothringen Institut, 1931. - ROSSÉ (Joseph) et alii, *Das Elsass von 1870-1932*, t. 2, Colmar, 1936-1938.

ces aspects de l'histoire économique régionale? Certes, la page n'est pas entièrement vierge, mais elle a été surtout écrite à l'échelle locale, de villes ou de vallées particulièrement touchées par la guerre, c'est-à-dire par des destructions, ou encore à celle d'entreprises dont l'histoire traverse la période. Il est possible d'en proposer ici une première synthèse, complétée par quelques sondages dans des archives inédites, qui emprunte beaucoup à la démarche de l'histoire d'entreprise et peut, dans le meilleur des cas, suggérer des pistes de recherche. Car cette ébauche ne saurait épuiser un sujet, qui mériterait des dépouillements systématiques dans les archives administratives pour mieux appréhender le rôle du pouvoir central et de ses relais régionaux⁴.

Dans l'état actuel de nos connaissances, la Grande Guerre apparaît comme une rupture majeure dans l'évolution de l'économie alsacienne après l'apogée de la Belle Époque⁵. Pour Michel Hau, « le déclenchement de la Première Guerre mondiale le 2 août 1914 marque le coup d'arrêt de l'ascension économique de l'Allemagne » et l'ouverture d'une parenthèse qui ne se refermera qu'après 1945⁶. Dans quelle mesure l'Alsace, qui a bénéficié elle-aussi de cette ascension, a-elle été pénalisée par le fait de partager le sort de l'Allemagne pendant ces quatre années de guerre?

À proximité du front

Dès les premiers jours de guerre, les fragilités de l'Alsace se dessinent aux yeux des Allemands et compromettent son avenir économique : elle est trop proche de l'ennemi par la géographie, comme par les sentiments. La méfiance domine.

Lorsque le front se stabilise à l'automne 1914, l'industrie alsacienne est confrontée à quatre situations différentes en fonction de sa localisation.

- Dans les vallées de Masevaux et de Saint-Amarin, d'importantes entreprises (*Gros, Roman & Cie* à Wesserling, *Zeller Frères*, les établissements *Vogt* de Masevaux et de Niederbruck) sont désormais en territoire français. La reprise de l'activité y est particulièrement difficile : manque de main-

4. L'intervention de l'État dans l'économie de 1914 à 1918 a généré une importante masse documentaire conservée dans les fonds du *Bezirkpräsidium* : aux ADHR, 8 AL 1/8266 *sqq.*, 8 AL 1/9509 *sqq.* (notamment 9545 à 9555) et 8 AL 1/15038 *sqq.* ; à compléter par le fonds de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Colmar (AL n° 11 et 223 J) (renseignements aimablement communiqués par Dominique Dreyer).

5. Idée exprimée par HAU (Michel) et STOSKOPF (Nicolas), *Les Dynasties alsaciennes du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, 2005, p. 341 ; et par RISACHER (Bertrand), *Les Mutations successives d'un espace enclavé et déshérité. Industrialisation et désindustrialisation dans la vallée de Rimbach du XVIII^e siècle à nos jours*, thèse UHA, 2010, p. 527-528.

6. HAU (Michel), *Histoire économique de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, 1994, p. 85 et 325.

d'œuvre à cause de la mobilisation, mais aussi des prises d'otages opérées par les Français, pénuries alimentaires, circuits économiques à reconstruire. À Wesserling, la filature redémarre en décembre 1914 grâce à un stock de charbon et de coton couvrant trois mois de production, suivie du tissage en janvier 1915, du blanchiment du Breuil en juin et de l'impression en juillet, après onze mois d'interruption. Mais l'entreprise détient une créance de douze millions de marks-or sur des clients allemands qu'elle ne récupérera jamais intégralement⁷.

- La ligne de front est encadrée de part et d'autre par une zone d'évacuation, aux limites évolutives au cours de la guerre, où toute activité industrielle devient impossible. Lorsqu'on sait que des villes comme Altkirch, Thann, Cernay, Munster et Sainte-Marie-aux-Mines sont incluses dans cette zone, on comprend qu'une bonne partie des capacités de production des vallées vosgiennes, notamment en matière textile, est gelée pour la durée de la guerre. À Thann, du côté français, mais à trois kilomètres du front, l'usine chimique cesse ses activités dès le début de la guerre : elle est bientôt touchée par des obus incendiaires, puis l'artillerie française y prend position et des tranchées sont construites entre les bâtiments. Seuls dix à quinze ouvriers restent embauchés et pénètrent dans l'usine lorsque la situation le permet. Les autres, s'ils n'ont pas été mobilisés ou déplacés par les Français, sont au chômage : ils perçoivent une indemnité d'un mark par jour à l'origine, réduite à cinquante centimes en 1917 à condition qu'ils s'engagent à reprendre le travail après la guerre⁸.

Plus au nord, la vallée de Rimbach est évacuée le 19 janvier 1916⁹. Paul Latscha, maire de Jungholtz, a le temps de transférer à ses frais une partie de son matériel à Mulhouse, où il met en route une installation intérimaire avec 120 ouvriers. Après l'évacuation, les troupes allemandes du *Berggutaufnahmebogen* réquisitionnent matériaux et marchandises. Ce qui reste sur place est détruit par les bombardements ou démoli par les militaires et utilisé comme ferraille¹⁰.

Quand Munster est évacué en août 1915, les usines sont fermées et les ouvriers se retrouvent sans ressource, sauf une cinquantaine auxquels

7. HAAN (Jean-Alain) et BOBENRIETH (Jean-Marie), *Gros-Roman. 130 ans d'industrie textile à Wesserling et dans la haute vallée de la Thur*, Colmar, 2007, p. 248-252 et 271.

8. DROUOT (Marc), ROHMER (André), STOSKOPF (Nicolas), *La Fabrique de produits chimiques Thann et Mulhouse, histoire d'une entreprise de 1808 à nos jours*, Strasbourg, 1991, p. 129-130.

9. ADHR, 8 AL 1/15 351. Rimbach, Rimbach-Zell, Jungholtz, Thierenbach et Sengern sont vidées de leurs habitants (environ 1 400 réfugiés), qui sont envoyés outre-Rhin à Neckarsulm, Besigheim, Brackenheim, Zuffenhausen et Heilbronn, dans le royaume de Wurtemberg.

10. Dommages de guerre de la SACM ; déclaration de dommages de guerre de la société *Paul Latscha & C^e*, concernant du matériel enlevé par les militaires allemands, ADHR, PURG 030 848.

est proposé un emploi dans des usines badoises¹¹. À Sainte-Marie-aux-Mines, les usines *Hallenstein* et *Bing* sont transformées en cantonnements militaires, les établissements *Dietsch*, à Lièpvre, deviennent un hôpital¹².

- La situation n'est guère meilleure dans le reste du Haut-Rhin et dans la haute vallée de la Bruche (à l'ouest d'Urmatt) qui sont inclus dans l'*Operationsgebiet*. Guebwiller ou Soultz jouxtent la zone d'évacuation, Colmar et Mulhouse ne sont qu'à quinze kilomètres du front et restent sous la menace récurrente d'une évacuation. À Soultz, la soierie *Baumann Aîné & C^{ie}*, dont une partie des bâtiments est utilisée par les troupes allemandes comme écurie, est endommagée lors des bombardements des 5 et 6 mai, 8 et 9 juin 1915 et enfin des 2 juillet, 28 octobre et 29 décembre 1916 : les deux bâtiments de tissage, l'ourdissage, l'entrepôt de charbon et les canalisations sont touchés, occasionnant la mise hors d'état de 82 métiers, la destruction de matières premières et d'étoffes et provoquant le chômage des ouvriers qu'il faut indemniser¹³.

À Mulhouse, où l'on entend de façon quasi-permanente le son du canon, le journal tenu par Auguste Zundel, négociant et adjoint au maire, témoigne d'une précarité permanente : le 21 septembre 1914, 15 000 hommes de dix-sept à quarante-cinq ans sont transportés à Müllheim dans le cadre de la mobilisation du *Landsturm*. « Tous les industriels (réunis à la mairie) déclarent se voir obligés de fermer leurs usines après le départ de leurs ouvriers et surtout des contremaîtres. On s'entend pour les démarches à faire pour faire libérer les plus nécessaires, environ 30 % en moyenne. »¹⁴ Les hommes finissent par revenir, mais le 1^{er} novembre, « on craint la fermeture prochaine de plusieurs filatures, faute de coton »¹⁵. Quant à l'usine de l'ELMAG (SACM), la Fonderie, elle fonctionne au ralenti, car les deux tiers de son carnet de commande étaient destinés à la France ou à ses alliés¹⁶. Le 14 mai 1915, « réunion des industriels à la mairie ; la situation est discutée ; les filatures de laine chômeront les premières ; le coton suivra et la Fonderie se plaint de ne pouvoir rechercher les affaires par suite de la restriction des communications ; le préfet de police regrette d'être impuissant, l'autorité militaire étant seul maître dans l'*Operationsgebiet* ;

11. TEUTSCH (Erwin), *Chronique de la vallée de Munster pendant la Première Guerre mondiale : un pasteur sous la mitraille et les obus*, Colmar-Munster, 2005, p. 116.

12. FOMBARON (Jean-Claude) et HORTER (Jacques), *La Grande Guerre dans le Val de Lièpvre*, Colmar, 2004, p. 276 et 304.

13. Dommages de guerre de la société *Baumann Aîné & C^{ie}* de Soultz, ADHR, PURG 030 855.

14. ZUNDEL (Auguste), *1914-1918, Journal de la Grande Guerre vécue à Mulhouse*, présenté par Jean-François Woffhugel, Colmar, 2004, p. 47.

15. *Id.*, p. 57.

16. Note anonyme (que l'on peut attribuer à Frédéric Lamey, seul administrateur-directeur de la SACM resté à Mulhouse), « Aperçu de la situation de notre société depuis le début des hostilités », 11 juin 1919, Archives municipales de Mulhouse (AMM), fonds SACM (CERARE), 97 A 674.

notre industrie est donc sacrifiée, la misère est proche »¹⁷. Le 4 juin, « les filatures de laine, sauf rentrée de commandes par l'armée, seront obligées de congédier au fur et à mesure du manque de travail : jusque fin du mois environ 600, fin juillet 2 000. Le coton, grâce à des ordres importants serait occupé jusqu'à fin septembre, de même la Fonderie. On nomme une commission qui s'occupera des sans-travail ; la Ville, bien entendu, en subira le plus de frais. Le président (de la Chambre de Commerce) fait voter des remerciements à l'administration militaire pour sa sollicitude envers notre industrie ! »¹⁸ En février 1916, « la *Mer rouge* reçoit une série d'obus », puis une dizaine d'obus tombent dans les environs du faubourg du Miroir, provoquant des dégâts matériels importants¹⁹. En mai, « nos fabriques ferment ; manque de matière première »²⁰. En octobre, la fabrique de rayonne de Niedermorschwiller subit un « bombardement et un incendie complet²¹ ».

Finalement, seul le Bas-Rhin, dans sa plus grande partie, échappe à la pression de la proximité du front et pourrait avoir une activité économique normale si d'autres facteurs ne contribuaient à sa désorganisation²². Le poids des circonstances n'est pas seul en cause.

Des entreprises trop françaises

En coupant brutalement l'Alsace de la France, la guerre crée une situation inédite dont les conséquences ne sont pas simplement commerciales. Si la SACM a transformé en filiale – *in extremis* – son usine de Belfort en 1913, de nombreuses entreprises sont à la fois allemandes et françaises par leurs actionnaires, leurs administrateurs et leurs dirigeants, comme par les établissements qu'elles exploitent de chaque côté de la frontière avant 1914, de chaque côté du front ensuite, ce qui n'est plus du tout la même chose²³. La francophilie d'une grande partie du patronat alsacien est notoire : nombre de procès verbaux d'assemblées générales ou de conseils d'administration sont encore rédigés en français jusqu'à la veille

17. Zundel, *op. cit.*, p. 86.

18. *Id.*, p. 89.

19. *Id.*, p. 117.

20. *Id.*, p. 126.

21. *Id.*, p. 138.

22. À noter que, s'il est vrai que le Haut-Rhin domine par son industrie textile (82% de la valeur ajoutée alsacienne), le déséquilibre entre les deux départements est nettement moins prononcé si l'on considère l'ensemble de l'industrie : le Bas-Rhin contribue en 1907 à 45% de la valeur ajoutée industrielle en Alsace. D'après HAU (Michel), *L'Industrialisation de l'Alsace (1803-1939)*, Strasbourg, 1987, tableau 70, p. 445.

23. Un bon exemple est décrit par SPECKLIN (Paul F.), *La Fibre du feutre. De Dollfus & Noack à Dollfus & Muller*, Mulhouse-Sausheim, 2004, p. 79 *sqq.*

de la guerre²⁴. Les derniers jours de juillet 1914 se traduisent donc par un exode de dirigeants d'entreprise : chez De Dietrich, les trois gendres et le fils aîné d'Eugène de Dietrich quittent précipitamment l'Alsace pour aller se battre sous l'uniforme français, alors que seul le benjamin, Dominique, reste comme une sorte de caution vis-à-vis des Allemands et n'échappe pas de ce fait à la mobilisation²⁵. À Strasbourg Alfred Herrenschmidt, dont les fils sont depuis longtemps établis en France, se réfugie chez sa fille à Épinal²⁶. À Molsheim Ettore Bugatti abandonne l'usine qui a démarré la production en 1910. À Rixheim deux des gérants, Harry Wearne et Louis Zuber, gagnent Bâle et laissent la direction de la manufacture de papiers peints à Georges Gayelin, assisté d'Ivan Zuber, alors âgé de quatre-vingt-sept ans²⁷.

D'autres sont arrêtées préventivement. À Mulhouse Alfred de Glehn, administrateur et directeur de la SACM, convoqué à la caserne, est envoyé en Bavière, puis interné dans différents camps ; Théodore Schlumberger, ancien député au *Reichstag* et patron de la *Dentsche*, est placé en résidence surveillée à Fribourg, où il meurt en 1917²⁸. Quelles que soient les modalités, de nombreuses entreprises perdent brutalement leur patron ou leurs cadres dirigeants.

Les autorités prennent sans attendre les mesures découlant du *Kriegszustand*²⁹ : dès le 4 août le *Reichstag* se dessaisit d'une partie de son pouvoir législatif et autorise le *Bundesrat*, composé alors de fonctionnaires délégués par les États du *Reich*, à prendre par ordonnance (*Bekanntmachung*) « toutes les mesures légales qui seront jugées nécessaires pour porter remède à des dommages économiques ». De ce régime relève l'ordonnance du 4 septembre 1914, prise « par mesure de représailles » (*im Wege der Vergeltung*), qui permet de mettre sous la surveillance d'un contrôleur nommé par le gouvernement toute entreprise dont « le centre de direction ou de surveillance [...] se trouve en pays ennemi » ou dont « les revenus sont destinés, en totalité ou en partie, à être envoyés en pays ennemi ». Ces contrôleurs ont pour mission, « tout en respectant les droits de propriété de ces entreprises [...] de veiller à ce que, pendant la guerre,

24. C'est le cas par exemple à Mulhouse de la SACM, de la SAIC, de *Charles Mieg & C^{ie}*. Voir les fonds d'archives de ces entreprises aux AMM.

25. HAU (Michel), *La Maison De Dietrich de 1684 à nos jours*, Strasbourg, 1998, p. 148.

26. HERRENSCHMIDT (Philippe), *Surviv d'une famille alsacienne du XV^e au XX^e siècle : la famille Herrenschmidt*, Strasbourg, 1985, p. 167.

27. JACQUÉ (Bernard), *De la Manufacture au mur, pour une histoire matérielle du papier peint (1770-1914)*, Thèse Lyon 2, 2003, p. 578.

28. BERNARD (François), *L'Alsacienne de constructions mécaniques des origines à 1965*, Strasbourg, 2000, p. 201.

29. Nous suivons sur ce point ECCARD (Frédéric), *Biens et intérêts français en Allemagne et en Alsace-Lorraine pendant la guerre*, Paris, 1917.

celles-ci ne soient pas exploitées d'une manière contraire aux intérêts allemands »³⁰. Ce que les instructions complémentaires du ministère d'Alsace-Lorraine transposent de façon positive : « Ils doivent s'assurer, en premier lieu, que la marche des affaires est conforme aux intérêts allemands. » Et d'ajouter cette précision significative : « Ils devront par conséquent veiller à ce que, pour l'exécution des créances, on n'use pas vis-à-vis des maisons allemandes de rigueurs injustifiées. »³¹

On voit bien qu'il y a maison allemande et maison allemande ! Les contrôleurs sont notamment autorisés à interdire des opérations, à inspecter les livres, la correspondance et la caisse et à demander tous renseignements sur les affaires en cours. Quant aux directeurs et employés, ils sont tenus de se conformer aux instructions et aux ordres du contrôleur, sous peine d'une amende de 50 000 marks ou de trois ans de prison. En Alsace-Lorraine, cette surveillance est notablement renforcée par diverses obligations, notamment celle de remettre au contrôleur un rapport hebdomadaire ou mensuel, selon l'importance de l'entreprise, sur les sommes reçues et payées et sur le montant des livraisons effectuées ; à son tour, le contrôleur est tenu de faire un rapport mensuel sur son activité au président du département (*Bezirkspräsident*). Une ordonnance du 22 octobre aggrave encore ce régime : en cas d'absence de direction, le contrôleur peut requérir la nomination par le tribunal de baillage d'un nouveau gérant chargé de terminer les affaires en cours conformément aux ordres et instructions du contrôleur³².

Dans un deuxième temps, l'Allemagne saisit le prétexte des mesures judiciaires de séquestre des biens ennemis adoptées en France à l'automne de 1914³³ pour prendre une nouvelle ordonnance, le 26 novembre, donnant pouvoir aux États confédérés « de placer sous administration forcée (*Zwangweise Verwaltung*) les entreprises dont le capital appartient entièrement ou pour la plus grande partie à des nationaux français ». L'article 2 prévoit que « l'administrateur prendra possession de l'entreprise. [...] Il pourra continuer en totalité ou en partie l'exploitation de l'entreprise, ou terminer simplement les affaires en cours. [...] L'administrateur pourra, s'il s'agit d'une société ayant son siège en Allemagne, procéder, sur requête d'un sociétaire allemand, et avec l'autorisation des autorités centrales, à la dissolution de l'entreprise. Pendant la durée de l'administration, les droits du propriétaire de l'entreprise sont suspendus »³⁴. Autrement dit, il s'agit

30. *Id.*, p. 239

31. Instructions (non datées) du ministère d'Alsace-Lorraine, *id.*, p. 241.

32. *Id.*, p. 238-242.

33. Dont Frédéric Eccard souligne la dimension essentiellement conservatoire excluant, selon lui, toute intention de spoliation. *Id.*, p. 56.

34. *Id.*, p. 229.

bien d'une étatisation pure et simple, en principe temporaire, mais qui peut aussi se terminer par une liquidation. Une nouvelle ordonnance du 5 janvier 1915 stipule que les changements opérés dans la propriété des capitaux après le 26 novembre 1914 ne font pas obstacle à l'application de la loi...

En Alsace-Lorraine, celle-ci est mise en application par un décret du 10 décembre 1914 : les directeurs et gérants d'entreprises sont tenus de faire dans les huit jours une déclaration au maire de leur commune portant notamment sur la nationalité des propriétaires ou actionnaires. Celui-ci consigne ces déclarations sur un registre qui est transmis au *Bezirkspräsident*. Les entreprises non déclarées sont inscrites d'office³⁵.

C'est également en décembre que la langue allemande est imposée dans les raisons sociales et l'administration des entreprises³⁶. En février 1915 les derniers Français sont expulsés et les ressortissants des pays neutres doivent fournir un cautionnement de garantie délivré par des citoyens sûrs, des *Reichsdeutsche*³⁷. Les séquestres deviennent effectifs dans la plupart des cas entre février et l'été de 1915. En 1916, la liste est corrigée : certaines entreprises sont retirées, d'autres sont ajoutées. Dans le Haut-Rhin, aux cinquante et une entreprises placées sous séquestre en 1915, s'en ajoutent neuf autres en 1916, mais douze sont retranchées³⁸. D'après des documents publiés par Charles Schmidt, cent entreprises industrielles sont séquestrées au 1^{er} mars 1916 (101 au 1^{er} juillet 1917) pour l'ensemble de l'Alsace-Lorraine, avec une participation ennemie de quatre-vingt-six millions de marks³⁹ ; quatre-vingt-seize autres (104 au 1^{er} juin 1917) sont mises sous surveillance avec un capital ennemi évalué à 80,5 millions

35. *Id.*, p. 231-233.

36. Zundel, *op. cit.*, p. 64.

37. *Id.*, p. 73.

38. Parmi les entreprises séquestrées temporairement : *Dietsch & C^e* à Lièpvre, *Schlumberger-Steiner* à Ribeauvillé, la papeterie *Schwindenhammer* de Turckheim, le tissage *Baudry* de Bollwiller, les mines de *Kali-Sainte-Thérèse*, *Zuber-Rieder & C^e* à Mulhouse (ADHR 8 AL 1/151016).

39. « Abstraction faite de sept établissements déclarés en liquidation » (au 1^{er} juin 1917), représentant un capital de 335 millions de marks, parmi lesquelles *De Wendel* à Hayange, *Dollfus-Mieg & C^e* et *Charles Mieg & C^e* à Mulhouse, *Sharp & Sons* à Kingersheim. Voir : Charles Schmidt, *Les Plans secrets de la politique allemande en Alsace-Lorraine (1915-1918)*, Paris, 1922, p. 53-54. À noter que DMC n'a jamais été mises sous séquestre pendant la guerre, mais seulement sous surveillance (ADHR 8 AL 1/15016).

de marks⁴⁰. Au 1^{er} janvier 1917, quatre-vingt-neuf entreprises en Alsace (quarante-huit dans le Haut-Rhin, quarante et une dans le Bas-Rhin) sont sous séquestre dont quarante semblent réellement industrielles⁴¹ : dix-neuf textiles, situées, à l'exception de trois d'entre elles, en Haute-Alsace, sept de constructions mécaniques, dont la très importante SACM, avec ses deux usines de Graffenstaden et de Mulhouse, et quatorze autres se livrant aux activités les plus diverses (voir carte)⁴².

La qualité et la répartition des administrateurs nommés sont très révélatrices des intentions allemandes⁴³. Ce ne sont jamais des industriels, mais, au mieux, des banquiers, le plus souvent des juristes, avocats, notaires, syndics de faillite, voire un commissaire de police, placé à la tête de l'entreprise de constructions mécaniques *Georges Courbot & C^{ie}* à Guebwiller. D'autre part, le même personnage est amené à gérer plusieurs entreprises : ainsi un certain Heinrich Rothschild, banquier à Mulhouse, est nommé administrateur des *Fils d'Emanuel Lang* à Waldighofen, de *Paul Lang & C^{ie}* à Hirsingue, de *Xavier Jourdain* à Altkirch, de la tuilerie *Gilardoni* à Altkirch et Wolfersdorf, de *Charles Mieg & C^{ie}* et de *Frères Lantz* à Mulhouse, de la brasserie de Lutterbach et de deux autres entreprises de moindre importance ! Il est clair qu'on n'attend pas de lui qu'il fasse participer de façon efficace tous les établissements dont il a la charge à l'économie de guerre. Les séquestres n'obéissent donc nullement à une logique économique, mais bien à la méfiance et à une volonté de représailles. Les propos du professeur Rehm, de la faculté de droit de Strasbourg, rapportés par Frédéric Eccard, sont à cet égard éloquentes : « Il est du devoir de l'administrateur de guerre allemand de porter atteinte aux intérêts des entreprises qui lui sont confiées pour déterminer ainsi les pays ennemis à lever les séquestres sur les biens allemands. » Et il ajoute : « Le principe dominant auquel les administrateurs doivent obéir, est non

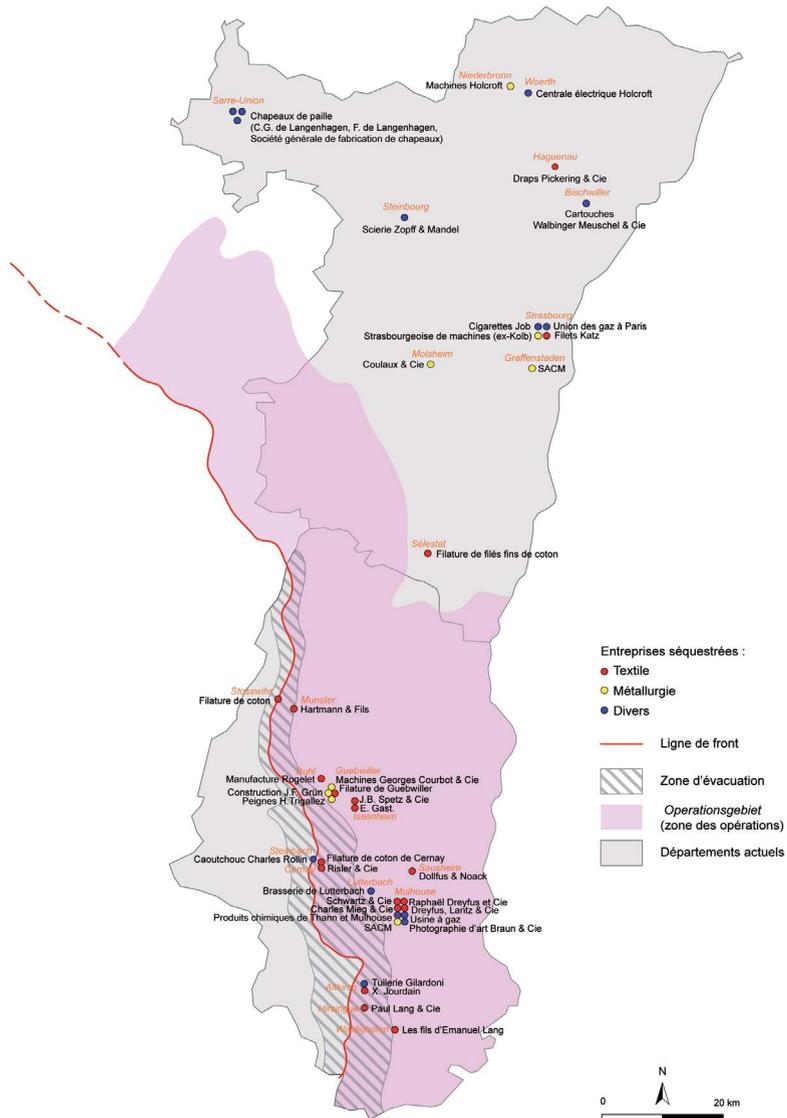
40. Parmi les soixante entreprises sous surveillance à la fin de 1916 dans le Haut-Rhin : *De Bary-Merian & Fils*, *Bourcart Fils & C^{ie}*, *Nicolas Schlumberger & C^{ie}* à Guebwiller, *Marin-Astruc* à Buhl, *Dollfus-Mieg & C^{ie}*, la filature de la Porte du Miroir (ex-*Naegely*), du groupe *Kullmann & C^{ie}*, à Mulhouse, *Schaeffer & C^{ie}* à Pfstatt, *Diehl & C^{ie}* à Sainte-Marie-aux-Mines, *Schoubart & C^{ie}* à Sainte-Croix-aux-Mines et la Filature et tissage de Soultzmatt. À noter qu'apparaissent également dans cette liste les entreprises *Gros Roman & C^{ie}* à Wesserling, *Scheurer & C^{ie}* et *Scheurer-Lauth* à Thann bien qu'elles soient de l'autre côté du front depuis 1914 (ADHR 8 AL 1/15016).

41. Ne sont pas comptées des entreprises qui paraissent artisanales (comme la ferblanterie *Lafarge* à Strasbourg) ou des succursales de maisons françaises aux marques bien connues (*Rivoire & Carré*, *Cusenier* et *De Dion-Bouton* à Mulhouse, *Roger & Gallet* à Saint-Louis, etc.), dont on mesure mal la dimension industrielle ou commerciale de leurs établissements en Alsace. D'autres sont clairement commerciales, immobilières ou agricoles.

42. ADHR 8 AL 1/15016. Cette liste est très proche de celle publiée par Frédéric Eccard qui énumère quatre-vingt-sept entreprises (*op. cit.*, p. 339-345).

43. Eccard, *ibid.*

Entreprises industrielles séquestrées en Alsace Situation en 1917



Auteur : B. Risacher et N. Stoskopf, 2013
 Sources : ADHR 8 AL 1/15016, situation du milieu de 1916 pour le fond de carte d'après Das Elsass von 1870-1932, J. Rossé et al., T. IV, Verlag Alsatia, Colmar, 1938
 Infographie :AHA, J.P. Droux

de conserver, mais de nuire. »⁴⁴ Si ce « singulier professeur » a trouvé, selon Eccard, des contradicteurs en Allemagne, il a eu aussi la faculté de mettre ses idées en application comme administrateur de plusieurs entreprises strasbourgeoises, il est vrai d'importance mineure.

Aux facteurs de désorganisation liés à la mobilisation et à la croyance en une guerre courte, communs à tous les belligérants, s'ajoutent très vite en Alsace d'autres facteurs de déstabilisation, la proximité du front et la gestion administrative de nombreuses entreprises, qui pénalisent durablement la marche de l'industrie, même dans le cadre d'une économie de guerre.

Des secteurs prioritaires ?

Une autre variable intervient dans la marche de l'économie, celle de l'inégal intérêt porté par l'État aux différents secteurs de la production dans le contexte de la guerre. Il ne faut pas s'étonner qu'*Aviatik*, fabricant d'avions à Bourtzwiller, dans la banlieue de Mulhouse, fasse l'objet d'une sollicitude particulière. L'entreprise, fondée en 1910 par Georges Chatel, qui emploie alors trois cents ouvriers, est transférée dès août 1914 à Fribourg-en-Brisgau, puis dans un second temps, beaucoup plus loin du front, à Leipzig⁴⁵. C'est le point de départ du développement de la construction aéronautique militaire allemande⁴⁶. Quant à Georges Chatel, il meurt dans le bombardement de Riedisheim le 9 août 1914. On ne connaît pas d'autres entreprises directement et d'emblée concernées par les fabrications de guerre et délocalisées promptement en lieu sûr. Mais bien d'autres secteurs peuvent être utiles à la conduite de la guerre.

Un des premiers soucis des Empires centraux est l'approvisionnement en matières premières : dès le 14 août 1914, l'industriel Walther Rathenau organise la *Kriegsrohstoffabteilung*, c'est-à-dire la division des matières premières stratégiques au ministère de la Guerre. L'Alsace peut fournir du pétrole et de la potasse⁴⁷.

Depuis 1906, le gisement de Pechelbronn est entièrement aux mains d'intérêts allemands⁴⁸. Au terme d'une restructuration achevée en 1911,

44. Cité et traduit par Frédéric Eccard avec références aux sources allemandes, *op. cit.*, p. 71.

45. D'après Victor Stoeffler, <http://victor.stoeffler.pagesperso-orange.fr/htm/15aviatik.htm>

46. Le premier combat aérien de la guerre oppose un *Aviatik* allemand à un *Voisin*, piloté par Joseph Frantz, qui le descend le 5 octobre 1914. D'après http://fandavion.free.fr/Aviatik_constructeur.htm

47. HAU, *Histoire économique de l'Allemagne...* *op. cit.*, p. 91.

48. Sur Pechelbronn, la référence est la thèse de WALTHER (René), *Pechelbronn, à la source du pétrole (1735-1970)*, Strasbourg, 2007, p. 133-135, 145-147 et 177-185.

les *Vereinigte Pechelbronner Ölbergwerke* (VPÖ) deviennent une filiale de la *Deutsche Erdöl Aktiengesellschaft* (DEA). Avec la guerre, la production du gisement alsacien, qui assurait en 1913 40% de la production allemande, prend une importance stratégique fondamentale. Or, il est en voie d'épuisement, si bien que la production baisse jusqu'en 1916! La riposte consiste à multiplier les sondages et les forages qui augmentent de 50% de 1913 à 1916, mais avec des résultats négatifs dans les deux tiers, voire dans les trois quarts des cas. Si le nombre de pompages passe de 347 à 535 (+ 54%) de 1913 à 1918, leur rendement quotidien moyen tombe de 388 à 166 litres, soit une chute de 60%. La solution vient du recours à l'exploitation par puits et galeries, déjà utilisée au XVIII^e siècle, à partir de l'automne de 1916 sur le ban de Preuschdorf. En 1917, la nouvelle mine, baptisée Nöllenburg, du nom du directeur général, produit près de 7 800 tonnes d'huile et 18 000 l'année suivante, soit 36% de la production totale. Tombée à 41 000 tonnes en 1916, celle-ci remonte à 50 000 tonnes en 1918 et dépasse ainsi le niveau de 1913. Mais c'est au prix d'un effort considérable de recrutement : les effectifs, de l'ordre de cinq cents ouvriers avant-guerre, grimpent jusqu'à 1 300 en décembre 1917. Parmi eux se trouvent des prisonniers russes et italiens, des soldats convalescents, des réfugiés du Haut-Rhin... Les projets de la direction exigent toujours plus de main-d'œuvre : le creusement de deux nouveaux puits à Preuschdorf et à Gunstett, achevés en août et septembre, nécessite 232 ouvriers travaillant plus de soixante heures par semaine. La construction d'une nouvelle raffinerie est même envisagée à Merckwiller en 1918 : le ciment doit être commandé à Berlin, les 6 000 tonnes de fer seront achetées à Esslingen, le chantier mobilisera à lui seul 1 200 ouvriers... En temps de guerre, le pétrole de Pechelbronn n'a pas de prix.

La potasse n'intéresse pas au même titre les Allemands, premiers producteurs mondiaux en 1913 grâce à leurs gisements de Stassfurt. Mais ils sont aussi les premiers consommateurs mondiaux d'engrais potassiques et ils contrôlent l'essentiel du gisement alsacien⁴⁹. En effet, trois groupes, les *Deutsche Kaliwerke*, *Wintershall* et *Hohenzollern* réalisent 99% de l'extraction en 1913, qui ne représente encore que 3% de la production allemande et ne laissent au groupe franco-alsacien, *Kaliwerke Sainte-*

49. Sur le bassin potassique, voir TORRES (Felix), *L'Envol des cigognes, Histoire du groupe EMC*, Paris, 1999, p. 26-34.

Thérèse (KST), créée par Joseph Vogt en 1910⁵⁰, que la portion congrue⁵¹. La guerre provoque l'effondrement de la production, qui est divisée par trois en 1915⁵². En dehors des problèmes de main-d'œuvre, c'est aussi la proximité du front qui perturbe fortement l'exploitation de la partie occidentale du gisement, appartenant aux *Deutsche Kaliwerke* : les puits Amélie II, Josef et Else sont arrêtés dès 1914, Amélie I en 1916. Puis la production remonte et retrouve quasiment en 1917 et 1918 son niveau d'avant-guerre⁵³, ce qui n'est pas le cas ailleurs en Allemagne, où le recul reste de 20 % en 1918 : l'effort s'est entre-temps porté sur les puits de la partie Est, Theodor, Prinz Eugen et Reichsland, des groupes *Wintershall* et *Hohenzollern*, dont la part passe de 30 % environ en 1913 à 75 % en 1918. Quant aux mines de Kali-Sainte-Thérèse, elles subissent diverses mesures de rigueur : leur directeur, Fernand Vogt, est interné en Allemagne de 1914 à 1918, la société est mise sous surveillance, puis séquestrée temporairement, la mine Rudolf est transformée en dépôt de munitions, bombardée puis détruite par une explosion le 31 décembre 1915, le chevalement d'Alex est également bombardé, puis reconstruit si bien que l'exploitation peut reprendre à partir de 1916, mais ne pèse que pour 4,5 % de la production totale en 1918. Manifestement toutes les mines n'ont pas été traitées de la même manière.

Il serait intéressant de pouvoir également comparer entre elles l'évolution des grandes entreprises de constructions mécaniques (25 000 ouvriers se répartissant à égalité entre les deux départements⁵⁴), mais nos informations sont encore trop lacunaires pour le faire⁵⁵. Seule l'histoire de la SACM, et de ses deux usines de Mulhouse et de Graffenstaden, est pour l'instant bien documentée⁵⁶ : placée sous surveillance le 11 novembre 1914, la direction est prévenue à la fin décembre que la société serait mise sous

50. Sur la répartition détaillée de son capital avant la guerre, où les Alsaciens sont pourtant légèrement minoritaires, voir : WISNIEWSKI (Clément), *La Nationalisation des mines de potasse au lendemain de la Première Guerre mondiale*, mémoire de master, UHA, 2011, p. 20-25.

51. Cette part monte néanmoins à 7,5 % en 1914, quand le puits Rodolphe, mis en exploitation en 1913, est en pleine production. Voir : LAUTENBACH (Marc), « Der elsässische Kalibergbau » in SCHLENKER (Max), *Die Wirtschaftliche Entwicklung Elsass-Lothringens 1871 bis 1918*, Elsass-Lothringen Institut, Francfort, 1931, tableaux p. 152-153.

52. 114 000 tonnes de sels extraits contre 349 000 en 1913 et 326 000 en 1914, où l'essor de la production pendant la première moitié de l'année compense presque entièrement son recul à partir d'août 1914. *Id.*

53. 320 000 tonnes en 1917, 333 000 en 1918. *Id.*

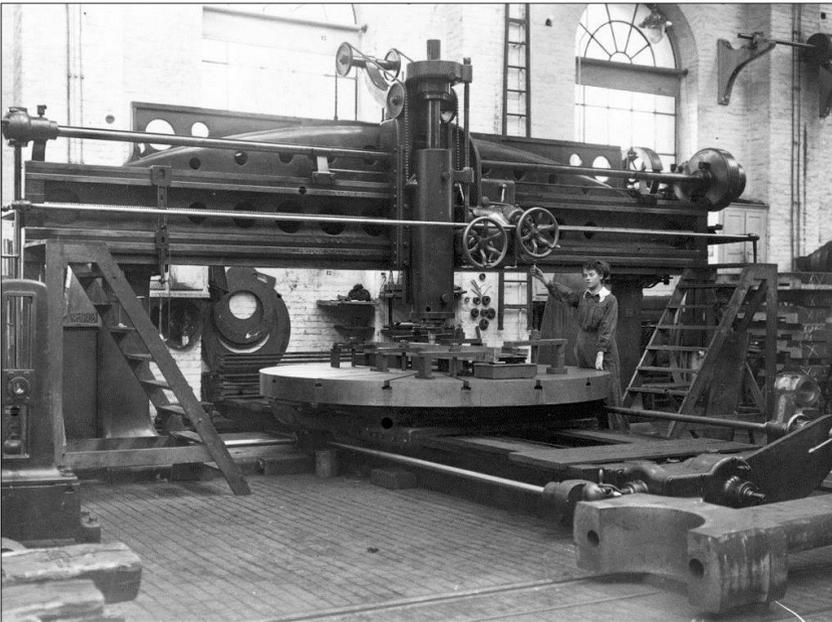
54. D'après LAMEY (Frédéric), « Construction mécanique » dans *L'Alsace depuis son retour à la France*, *op. cit.*, p. 103.

55. Notamment sur *Netter & Jacobi* (les futures Forges de Strasbourg), fondé par des Allemands en 1886, ou sur *Coulaux* à Molsheim, dont on sait seulement que l'entreprise est liquidée en 1918.

56. BERNARD, *L'Alsacienne... op. cit.* À compléter par la note inédite attribuée à Frédéric Lamey, « Aperçu... », 11 juin 1919, AMM, fonds SACM (CERARE), 97 A 674.



Ajustage à l'établi à l'usine ELMAG (SACM) de Graffenstaden. (AMM).



Grande aléuse manipulée par une ouvrière à l'usine ELMAG (SACM) de Mulhouse (AMM).



Le travail féminin à l'Usine de Graffenstaden (ELMAG-SACM) pendant la Grande Guerre».

séquestre puisque 65 % des actions se trouvent entre des mains françaises ou alliées. Le séquestre est prononcé le 22 avril 1915 et confié à l'avocat W. Hochgesand, relayé cette fois par un véritable technicien, Hans Bonte, professeur au *Polytechnicum* de Karlsruhe. Dès lors, l'entreprise commence à livrer des fournitures de guerre, notamment des obusiers, ce que refusait l'ancienne direction. Ce n'est que très progressivement, et pas avant l'été de 1915, qu'il est possible de reprendre les heures de travail normales. Mais la production souffre dès l'exercice 1915-1916 du manque de matières premières (cuivre, nickel, étain, aluminium) et de leur remplacement par des *Ersatzmetalle*, ce qui a une répercussion importante sur la qualité des machines, leur prix, qui évolue en sens inverse, et les capacités d'exportations. L'évolution des effectifs, du chiffre d'affaires et des constructions neuves montre une nette divergence entre les usines de Mulhouse et de Graffenstaden, qui traduit probablement le manque de confiance des Allemands dans la sécurité du site mulhousien⁵⁷. Mais les données concernant Graffenstaden ne doivent pas faire illusion : si les effectifs dépassent en 1917 seulement ceux de 1914, la progression du chiffre d'affaires n'est qu'une apparence, compte tenu de l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat du mark et le divise par trois entre 1914 et 1918⁵⁸. La comparaison est particulièrement éloquent avec le destin de l'usine de Belfort : désignée comme chef de groupe pour le Territoire de Belfort en novembre 1914, elle tourne à plein régime, malgré les 660 bombes qui tombent sur la ville, fabrique près de cinq millions d'obus, emploie en 1917 près de 7 000 salariés contre un peu plus de 5 000 à la veille de la guerre⁵⁹ et a l'honneur d'être citée à l'ordre de la Nation en 1919.

Tableau n° 1 : Évolution des effectifs entre 1914 et 1918 dans les usines de l'ELMAG (SACM)⁶⁰ :

Dates	Mulhouse	Graffenstaden	Total ELMAG
1er août 1914	4 300	2 300	6 600
1er octobre 1914	1 700	1 300	3 000
1er octobre 1915	2 100	1 300	3 400
1er octobre 1916	2 800	1 600 (dont 100 femmes)	4 400
1er octobre 1917	2 970 (dont 270 femmes)	2 600 (dont 200 femmes)	5 570
1er octobre 1918	2 600 (dont 400 femmes)	2 230 (dont 130 femmes)	4 830

57. « Aperçu... », *ibid.*

58. L'indice des prix de détail est à 313 en 1918 (base 100 en 1913). Voir : HAU, *Histoire économique de l'Allemagne...*, *op. cit.*, p. 106.

59. BELOT (Robert) et LAMARD (Pierre) (dir.), *Alsthom à Belfort, 130 ans d'aventure industrielle*, Boulogne, 2009, p. 19-24.

60. « Aperçu... », AMM, 97 A 674.

Tableau n° 2 : chiffres d'affaires et investissements à Mulhouse et Graffenstaden (1914-1918)⁶¹ :

Exercices	1913/1914	1914/1915	1915/1916	1916/1917	1917/1918
Chiffre d'affaire M.	20 092	5 153	10 366	15 285	16 954
Chiffre d'affaires G.	12 392	7 552	10 714	13 182	17 855
Constructions nouvelles M.	526	164	29	62	116
Constructions nouvelles G.	458	390	93	75	425

À l'évidence, les Allemands ne misent pas sur les usines alsaciennes, qu'elles soient sous séquestre ou non, et ne croient pas vraiment à leur contribution à l'effort de guerre. Ainsi, bien que travaillant à 90 % pour des fournitures militaires et livrant de l'outillage à l'infanterie, au train et à l'artillerie, l'*Elsässische Werkzeugfabrik Zornhoff AG*, ci-devant *Goldenberg*, à Monswiller, ne retrouve pas ses effectifs du temps de paix : 934 ouvriers, dont 265 femmes, sont occupés en novembre 1917 contre 1 400 à 1 500 avant-guerre⁶².

Des secteurs sacrifiés

Partout, dans l'Europe en guerre, les industries de biens de consommation passent au second plan, même s'il faut aussi subvenir aux besoins des soldats et que l'armée a des exigences très diversifiées : on le constate lorsque l'industrie textile alsacienne est mise à contribution en octobre 1915 pour fournir 560 000 sacs de sable en toile pour les tranchées qui devront être cousus par des ouvrières au chômage⁶³. Mais ce type de commandes ne compense pas les problèmes d'approvisionnement et de commercialisation liés à la guerre.

Le textile, qui représente 145 établissements et 57 000 emplois en 1914 (dont les 4/5^e dans le Haut-Rhin), était déjà en crise avant-guerre avec un pourcentage de machines au chômage de 15 % dans la filature de la laine, de 9 % et 7 % respectivement dans les tissages de laine et de coton. Après le coup d'arrêt de l'été de 1914, la production redémarre à l'automne et peut compter sur des stocks de matières premières assez abondants. Mais dès le milieu de 1915, les pénuries se généralisent et les entreprises passent sous le contrôle de l'administration militaire et des organisations textiles, qui réglementent tout ce qui concerne la marche des usines : répartition

61. « Résultats des années de guerre », AMM, fonds SACM (CERARE), 97 A 671.

62. VONAU (Pierre), « Le Zornhoff dans la guerre totale », *Le Zornhoff – 4^e partie, Pays d'Alsace*, n° 176, III-1996, p. 49.

63. Note du 14 octobre 1915, ADHR 8AL/1-8280, citée par WINNLEN (Jean-Charles), *Kullmann & C^{ie}, des hommes, des usines, une empreinte sociale*, Mulhouse, 2008, p. 129.

des matières premières et du combustible, distribution des commandes, organisation du chômage, surveillance de l'exécution des ordonnances de guerre, etc.⁶⁴

À l'échelle de certaines entreprises au moins, la guerre tourne au désastre, moins par les destructions, qui portent sur 13,5 % des broches de filature et 21,7 % des métiers à tisser⁶⁵, que par le contexte économique. L'important groupe familial mulhousien, *Kullmann & C^e*, qui exploitait sept établissements avant 1914, ne s'en relèvera pas : la filature de la Porte du Miroir (ex-*Naegely*) est arrêtée dans le courant de 1916 après avoir tourné au ralenti en 1914 et 1915 ; les usines de Wittenheim n'emploient plus en décembre 1915 que 325 salariés contre un millier avant-guerre : la filature à étages (60 000 broches), construite en 1898, est fermée pendant toute la guerre ; la filature en rez-de-chaussée (20 800 broches), plus ancienne, totalise 471 jours ouvrés de travail jusqu'au 23 février 1917, où les machines sont arrêtées ; le tissage (six cents métiers) fonctionne pendant 519 jours jusqu'au 28 juillet, où les dix-huit métiers encore en activité sont à leur tour arrêtés. Depuis 1916 les immeubles sont en partie réquisitionnés et occupés par la troupe. Quant aux autres établissements, ils sont soit en France (Arches, Bar-le-Duc), soit en territoire alsacien reconquis par les Français (Wildenstein)⁶⁶.

Dans un autre domaine, une entreprise comme l'*Elektrizitätswerk Strassburg* réussit simplement à se maintenir à flot malgré les réquisitions : elle doit livrer cent tonnes de conducteurs en cuivre remplacés par du fer, un stock de câbles, une centaine de transformateurs à refroidissement par air, quatre machines à vapeur de 1 200 chevaux, ainsi que leurs générateurs. Au cours de l'hiver de 1917-1918, les stocks de charbon ne dépassent pas un jour et sont approvisionnés au coup par coup par la récupération des stocks d'entreprises mulhousiennes qui ont cessé leurs activités. Seule la remise en état d'anciennes installations hydroélectriques permet de faire face à la demande⁶⁷.

Dans le secteur agro-alimentaire, bas-rhinois aux trois quarts⁶⁸, le marasme semble à peu près général. La brasserie est victime d'une pénurie d'orge au point qu'en 1917, les livraisons sont le dixième de l'avant-guerre : en 1920, la production de bière ne sera encore qu'à la moitié de celle

64. D'après SCHLUMBERGER (Paul), « L'Industrie textile », *L'Alsace depuis son retour à la France*, *op. cit.*, p. 112-113.

65. D'après les chiffres fournis par SCHLUMBERGER (Paul), *ibid.*

66. WINNLEN, *op. cit.*, p. 129-137. L'auteur s'appuie sur des documents des ADHR, mais n'a pas trouvé d'information sur le septième établissement exploité par *Kullmann & C^e*, le tissage de la rue Koechlin à Mulhouse (ex-*Laederich*).

67. LORENTZ (Claude), *100 ans d'énergie, histoire de l'électricité de Strasbourg*, Strasbourg, 2000, p. 52-55.

68. 72 % de la valeur ajoutée en 1907. D'après HAU, *L'Industrialisation de l'Alsace...*, *op. cit.*, p. 445.

de 1914⁶⁹. La minoterie strasbourgeoise souffre du recul de la production de céréales. La culture de la betterave à sucre s'effondre et l'usine d'Erstein tourne au ralenti. La culture du tabac régresse également⁷⁰.

Et du côté français ?

À Wesserling, l'entreprise *Gros, Roman & C^{ie}*, qui, elle non plus, ne se relèvera pas de la guerre, connaît une situation assez comparable : elle fabrique en 1917 des vêtements d'été pour soldats qui sont teints à Thaon et confectionnés à Épinal. Mais on manque d'ouvriers, de charbon et de coton. Jacques Gros se plaint du sort réservé à ses ouvriers toujours prisonniers à Annonay et à Avignon : « Cette oisiveté dans les camps de concentration⁷¹ nous les abîme complètement. [...] Ils se mettent à boire et à devenir méchants. Pendant ce temps, leurs femmes se détraquent et se conduisent mal. »⁷² À la fin de la guerre, sept cents femmes de la vallée cousent pour l'intendance à domicile, sur des machines récupérées, des chemises et des caleçons avec du tissu, des fils et des boutons fournis par l'armée. Le personnel est également occupé à ramasser la tourbe dans les Vosges et à confectionner des briquettes qui sont mélangées à du charbon pour servir de combustible à l'usine⁷³.

Mais les autorités françaises sont loin de se désintéresser de leur conquête de 1914 ! Le président de la République, Raymond Poincaré, honore de trois visites successives Wesserling le 11 février 1915, le 10 avril 1916 et le 25 septembre 1917. Lors de son premier voyage il se rend également à Niederbruck, où il remet la croix de la Légion d'honneur à Joseph Vogt. Si ce dernier ne contrôle plus ses usines de Soultz et de Mulhouse, il met la fonderie de Masevaux et la cuivrierie de Niederbruck au service de la Défense nationale : on y lamine en quantité des ceintures d'obus, qui alimentent l'usine SACM de Belfort⁷⁴. À Thann, les Scheurer sont sollicités en 1915 par l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, dirigé par le professeur Béhal, pour apporter leur capital, leur personnel disponible, leur savoir-faire et leur clientèle à une Société pour l'industrie

69. KLEINKNECHT (Charles) dans *L'Alsace depuis son retour à la France*, *op. cit.*, p. 144. À noter que la surface plantée en houblon diminue également de moitié pendant la guerre (*id.*, p. 183).

70. GUNSETT, *op. cit.*, p. 197. - COLLIER, *op. cit.*, p. 189.

71. Rappelons que la notion et la réalité du camp de concentration remonte à la guerre d'indépendance de Cuba (1895-1898) et à la guerre des Boers (1899-1902).

72. Cité (sans date) par HAAN et BOBENRIETH, *op. cit.*, p. 256.

73. *Id.*, p. 255-262.

74. JAEGER (Gérard), « Joseph Vogt, industriel de la vallée de Masevaux », *Patrimoine Doller*, n° 13, 2003, p. 46-47. - EHRET (Jean-Marie) *et alii*, *La Vallée de Masevaux, 1914-1918*, chez l'auteur, 1997, p. 72.

fondamentale des produits chimiques organiques dont ils assument la direction technique et commerciale. La fidélité à Thann l'emporte et la famille Scheurer refuse de s'engager dans ce projet aventureux, qui se fera sans elle⁷⁵.

Les Français ont-ils davantage demandé à leurs entreprises alsaciennes que les Allemands? Nos informations sont encore trop impressionnistes pour le prétendre. En outre, elles peuvent être biaisées. On ne peut totalement exclure, en effet, une certaine pudeur des acteurs, des témoins et même des historiens lorsqu'il s'agit d'évoquer la participation d'entreprises alsaciennes à l'effort de guerre allemand... Cela dit, jusqu'à preuve du contraire, on ne rencontre pas en Alsace, sauf à Pechelbronn, d'établissement dont les Allemands aient exigé une augmentation significative et durable des capacités de production. Rien, par exemple, de comparable, toutes proportions gardées, à *Renault*, dont les effectifs quintuplent pendant la guerre. La suite des événements en 1917 et 1918 va dans le sens d'une confirmation.

1917-1918 : vers une débâcle industrielle

À partir de 1917, « la politique allemande en matière économique évolue dans un sens nettement destructif », constate Paul Schlumberger⁷⁶. Auguste Zundel est de nouveau témoin de ce tournant, lié, pour ce qui concerne Mulhouse, à de nouvelles menaces d'évacuation de la population. Ainsi, dès le 14 janvier, « l'évacuation des matières premières textiles [...] est mise à exécution ; successivement les usines textiles reçoivent des ordres télégraphiques d'expédier leurs stocks en Allemagne ; nos usines seront fermées [...]. Déménagera-t-on également le matériel pour ruiner complètement notre industrie et empêcher de la sorte le remplacement de l'industrie ruinée du Nord dans le cas d'une invasion, peut-être même d'une cession de l'Alsace à la France ? »⁷⁷ Le 18 février, « les déménagements continuent ; la matière première et les produits textiles ont été expédiés en Allemagne, on s'attend à faire partir les machines en masse en partie pour les rendre inutilisables et arriver à l'élimination de notre industrie! Nous voilà sans industrie active, sauf la Fonderie ». Mais on apprend quelques jours plus tard que la Fonderie devra également être déménagée dans un délai d'une quinzaine. « De petites fabriques, tel que *Michel* le tonnelier, les imprimeurs, les petits ateliers de constructions ; bref, toute la

75. On trouvera un récit détaillé de cette affaire in DROUOT (Marc), ROHMER (André), STOSKOPF (Nicolas), *La Fabrique...*, op. cit., p. 130-133.

76. SCHLUMBERGER (Paul) dans *L'Alsace depuis son retour*, op. cit., p. 113.

77. ZUNDEL, op. cit., p. 146.

grande et petite industrie sera démolie. [...] C'est la ruine de la ville pour quelques années, le but voulu par la concurrence allemande est atteint. » Finalement, les autorités concèdent que les agents militaires ont dépassé leurs ordres : « Les industriels pourront garder 10 % de leur matériel pour pouvoir maintenir une production de 10 % de la normale ! »⁷⁸ La marge reste substantielle pour poursuivre un pillage en règle des usines mulhousiennes : en mars, « les moteurs électriques, les machines-outils, les courroies en cuir sont saisies pour être distribuées aux ateliers de munition »⁷⁹. Même constatation à Rixheim, où la manufacture de papiers peints est non seulement dépouillée, mais aussi transformée en casernement pour six cents hommes⁸⁰. En 1931, lorsque le *Wissenschaftliche Institut der Elsaß-Lothringer im Reich* de Francfort publie son importante étude visant à valoriser le bilan de la période du *Reichsland*, les auteurs tiennent à démentir l'idée que l'industrie alsacienne a subi un traitement particulier et attribuent ces mesures au blocus et à la durée de la guerre, sans aucune différence avec d'autres parties du *Reich*⁸¹. De fait, la situation de l'Allemagne est telle que la priorité absolue est donnée aux besoins de l'armée et que les civils sont sacrifiés⁸².

L'histoire de la Fonderie confirme d'ailleurs la nature des enjeux : pour éviter le pire, une délégation, comprenant entre autres le maire de Mulhouse et le professeur Bonte, se rend à Berlin en février 1917 pour plaider la cause de l'usine, sans grand espoir, car les autorités civiles n'ont plus de prise sur les dispositions militaires⁸³. Un compromis permet néanmoins de poursuivre l'activité à condition de transférer outre-Rhin les « meilleurs machines-outils et tous les métaux de qualité ». « Nous dûmes de ce fait, écrit Frédéric Lamey, expédier une grande partie de nos machines-outils, avec environ trois cents ouvriers qui y travaillaient, à l'usine de Graffenstaden et d'autres machines de précision dans des usines du grand-duché de Bade. »⁸⁴ La menace d'évacuation persistant, le *Kriegsamt* de Karlsruhe continue à envoyer à Mulhouse des industriels allemands pour faire leur marché dans le matériel de la Fonderie, qui réussit à conserver toutefois son matériel jusqu'à la fin de la guerre grâce à « une fin de non-recevoir » et à « une résistance opiniâtre ». Sauf exagération de la part de l'auteur de ces propos, Frédéric Lamey, c'est au passage la preuve que l'entreprise conserve quelques marges de manœuvre, y compris dans

78. *Id.*, pp. 148-149.

79. *Id.*, p. 151.

80. JACQUÉ, *op. cit.*, p. 579.

81. WAIBEL (Adolf), « Die Entwicklung der Textilindustrie » in Schlenker Max (dir.), *Die wirtschaftliche Entwicklung...*, *op. cit.*, p. 264-265.

82. HAU, *Histoire économique de l'Allemagne...*, *op. cit.*, p. 91.

83. ZUNDEL, *op. cit.*, p. 149.

84. « Aperçu... », AMM, 97 A 674.

le cadre du séquestre, pour sauvegarder sa pérennité. Mais cela n'empêche pas les pénuries de matières premières, notamment de fonte, qui obligent à la fin de 1917 de suspendre le travail dans une partie des fonderies.

Certaines entreprises franchissent le Rhin pour reprendre une activité « normale » : *Bourcart Fils & C^e*, dont les usines de Guebwiller et de Soultz sont sinistrées, déménage en décembre 1917, avec cent métiers et 117 hommes et femmes, à Neurod et Ertlingen, près de Karlsruhe. L'entreprise y loue la totalité des installations de la *Badische Baumwollspinnerei und Weberei AG*, avec qui elle s'est associée, et fournit à l'armée des tissus (*Mischgewebe*) à base de lamelles de papier (*Papiergewebe*) ou de papier mélangé à des matières textiles artificielles (*Kuntzbaumwolle*)⁸⁵. Mais ce type de déplacements n'est pas réciproque : à Paul Latscha qui demande en septembre 1917 le retour à Mulhouse de ses ouvriers qualifiés, le ministre de la Guerre oppose un refus car les réfugiés sont employés aux bâtiments militaires⁸⁶.

L'année 1917 est également marquée par une aggravation des mesures administratives. Des entreprises jusque-là épargnées sont à leur tour inquiétées. La société *Althoffer*, bien que privée de son usine de Rimbach-Zell, est mise sous surveillance le 19 novembre, peu de temps après que les autorités ont appris que l'un des gérants, Louis Althoffer, a pris la nationalité française. Son frère Charles, mobilisé en 1914 dans l'armée allemande, se défend en prétendant qu'il détient la majorité du capital, mais comme le dernier bilan de l'entreprise, datant de juin 1915, est perdu dans les décombres de l'usine, le contrôleur refuse de lever la surveillance tant que la lumière ne sera pas faite sur les comptes de la société⁸⁷. La Société alsacienne d'industrie cotonnière (SAIC ou *AG für Baumwolleindustrie*) reçoit quant à elle une lettre datée du 18 août de cette année 1917 enjoignant les sieurs Sandoz, Vaucher et Spoerry à démissionner de leurs fonctions. Ils ne se laissent pas intimider : A. Sandoz oppose une fin de non-recevoir en argumentant sur le caractère entièrement familial

85. Repli d'usines pendant la guerre, ADHR, 8AL 1/8267. - Séquestre des biens ennemis pendant la Première Guerre mondiale : *Bourcart Söhne & Co*, ADHR 8 AL 1/15 010 dossier C 802. Sous la dénomination *Kuntzbaumwolle*, on regroupe toutes les matières textiles artificielles et synthétiques. Au début du XX^e siècle, ce sont, avant tout, les fibres artificielles à base de cellulose : rayonne (fil continu), fibranne (rayonne coupée à la longueur des fibres avec lesquelles elle est destinée à être mélangée). Durant les périodes de pénurie de matières premières, on fabrique du tissu à partir de lamelles de papier (*Papiergewebe*) ou mélangé avec de la *Kuntzbaumwolle* (*Mischgewebe*). Merci à Julien Schweizer pour ces renseignements.

86. Repli d'usines outre-Rhin pendant la Première Guerre mondiale, ADHR, 8 AL 1/8267.

87. Séquestre des biens ennemis pendant la Première Guerre mondiale : fabrique de feutre *Althoffer* à Guebwiller, lettre du *Kreisdirektor* de Guebwiller au *Bezirkpräsident* en date du 25 octobre 1917, ADHR, 8 AL 1/ 15008 dossier C 728. Voir aussi RISACHER (Bertrand), « Une Dynastie de petits capitaines d'industrie : *Althoffer & C^e* (1811-2011) », *Annales de l'Est* n° 1-2012, p. 127-164.

de la société, qui échappe donc à la mission de l'État de protéger l'intérêt public, et en faisant remarquer que si cette demande « était motivée par des raisons de pure politique liées à la guerre », la règle observée par des Suisses ne peut être qu'une « stricte neutralité et le respect des lois du pays dont ils profitent de l'hospitalité »⁸⁸. Il ne semble pas que les choses soient allées plus loin.

D'autres entreprises voient en revanche leur contrôle se renforcer : chez De Dietrich, placé sous surveillance depuis juillet 1915, les parts minoritaires – 113 sur 2 000 – des actionnaires français, en l'occurrence les deux sœurs d'Eugène de Dietrich, sont mises sous séquestre le 30 octobre 1917. Bien conscient de la menace pesant sur la société, Eugène de Dietrich fait le nécessaire pour devenir majoritaire : son avoir passe de 995 parts en 1916 à 1 132 à sa mort le 28 janvier 1918, qu'il lègue en totalité à son fils Dominique resté en Alsace, à charge pour lui d'indemniser ses frères et sœurs partis en France. Lors des assemblées générales extraordinaires de mars et de mai 1918, le commissaire du gouvernement, Wasmannsdorff, ne reconnaît pas les droits de Dominique et menace la société de liquidation. Finalement, les manœuvres de temporisation et les lenteurs administratives permettent de geler la situation jusqu'à l'Armistice⁸⁹.

Entre-temps, la liquidation des avoirs français est en effet passée à l'ordre du jour. L'ordonnance du 26 novembre 1914 prévoyait déjà la liquidation d'une entreprise à la demande d'un associé, à condition d'un accord du gouvernement. Or, une nouvelle ordonnance du 31 juillet 1916 donne l'initiative de la liquidation au chancelier lui-même pour les entreprises britanniques, puis, le 14 mars 1917, pour les entreprises françaises, à savoir celles « dont le capital appartient en majeure partie à des nationaux français ou dont la direction ou la surveillance se trouve en territoire français »⁹⁰. La mesure s'applique également aux simples participations, fussent-elles minoritaires, aux immeubles et aux successions. Une première liste est publiée le 28 mars 1917 à la tête de laquelle se trouvent les filatures et tissages *Charles Mieg & C^{ie}* à Mulhouse, suivis de la participation de l'Union des gaz à Paris dans la Compagnie des gaz de Strasbourg⁹¹. Selon les documents publiés par Charles Schmidt, cinq entreprises alsaciennes sont mises en liquidation au 1^{er} Juin 1917 : aux deux précédentes, s'ajoutent *Dollfus-Mieg & C^{ie}* à Mulhouse, *Sharp & Sons* à Kingersheim et *Walbinger & Meuschel*, fabrique de tubes à cartouches à Bischwiller ; dix-neuf autres

88. Lettre d'A. Sandoz au D^r W. Hochgesand, incluse dans le registre du conseil de surveillance 1900-1943, AMM, fonds SAIC (CERARE), A 4611.

89. HAU, *La Maison De Dietrich...*, *op. cit.*, p. 149-151.

90. ECCARD, *op. cit.*, p. 105.

91. *Id.*, p. 106 et 361.

liquidations, pour l'ensemble de l'Alsace-Lorraine, sont prévues⁹². En juillet 1917, Auguste Zundel estime à 22 % en valeur la part de l'industrie textile en liquidation⁹³.

Pour les Allemands, il s'agit de trouver un juste prix, suffisamment élevé pour augmenter « sensiblement la valeur du gage que nous jetterons dans la balance lors des négociations de paix », et pas trop non plus « afin que l'acquéreur allemand ne se trouve pas placé d'emblée, en vue de l'exploitation future, dans une situation trop difficile »⁹⁴. La Fédération des industriels allemands du coton forme, dans le cadre de son comité de guerre, un Comité textile alsacien qui envisage l'acquisition de *Charles Mieg & C^{ie}*, mais le montant de l'offre est considéré comme « sensiblement trop bas »⁹⁵. Le gouvernement fait également pression sur les entreprises locales pour qu'elles se partagent les actifs mis en liquidation. La Chambre de Commerce de Mulhouse présente un mémoire demandant le report de l'exécution après la guerre, mais se heurte à un refus formel. À la fin de l'été, une réunion se tient à Baden-Baden entre industriels allemands et alsaciens, mais on ne trouve pas de terrain d'entente. Finalement, un groupe alsacien se forme, dans lequel la Ville de Mulhouse est partie prenante pour 200 000 marks ; mais il ne peut éviter que le « groupe allemand » ne remporte l'adjudication en février 1918. « C'était à prévoir, car le but est d'implanter la germanisation dans l'industrie ; la preuve est faite une fois de plus que nous ne comptons pas comme citoyens allemands ! », s'étonne le très francophile Auguste Zundel, qui a pourtant choisi son camp depuis longtemps déjà⁹⁶. L'ELMAG fait également l'objet d'après discussions : des groupements se forment en Allemagne, mais ils

92. SCHMIDT, *op. cit.*, p. 54. Sur une liste d'entreprises séquestrées (ADHR 8 AL 1/15016) figurent deux types de mentions : « in Liquidation », concernant notamment *Charles Baudry* à Cernay, *Les Fils d'Emanuel Lang* à Waldighofen, *Dreyfus-Lantz & C^{ie}* à Mulhouse ; et « *Beteiligungen in Liquidation* » (participations en liquidation) pour l'ELMAG (SACM), *Charles-Mieg & C^{ie}* à Mulhouse, *Sharp & Sons* à Kingersheim, la brasserie de Lutterbach, la manufacture de Buhl (ci-devant *Rogelet*), *Gast* à Issenheim, *Schwindenhammer* à Turckheim, *F.J. Grün* à Guebwiller. Cette dernière mention figure également pour des entreprises sous surveillance : DMC et *Laederich & C^{ie}* à Mulhouse, la filature de coton de Cernay, *Herzog* au Logelbach, *Blech & C^{ie}* à Sainte-Marie-aux-Mines, *Schoubart & C^{ie}* à Sainte-Croix-aux-Mines, etc. (participations liquidées les 16 et 26 août 1918). Un autre registre apporte d'autres précisions : seraient liquidées en octobre 1917 *J.B. Spetz* à Issenheim, la Filature de Guebwiller, *Kali-Sainte-Thérèse*, *Raphaël Dreyfus* à Mulhouse, *Dollfus & Noack* à Sausheim ; en février 1918, *E. Gast* à Issenheim ; en avril 1918, l'ELMAG ; en juin 1918, *Schwindenhammer* ; en juillet 1918 la manufacture de Buhl. Pour lever certaines contradictions entre les sources, faire le partage notamment entre intentions et mises à exécution, entre liquidations totales et partielles, il conviendrait de dépouiller les dossiers de chaque société (ADHR AL 1/14958-15001).

93. ZUNDEL, *op. cit.*, p. 162.

94. SCHMIDT, *op. cit.*, p. 58.

95. *Id.*, p. 59.

96. ZUNDEL, *op. cit.*, 24 février 1918, p. 174 ; voir aussi p. 165.

butent sur la résistance des cadres qui retardent au maximum l'envoi des renseignements nécessaires. L'Armistice met fin à ces projets avant leur mise à exécution⁹⁷.

La débâcle industrielle des derniers mois de la guerre ne va pas sans créer d'énormes problèmes sociaux, même si de nombreux ouvriers sont transférés en Allemagne⁹⁸. Certaines entreprises font l'impossible pour occuper leur main-d'œuvre : chez *Schlumberger-Steiner* à Roppentzwiller, on tisse de tout, et après avoir exploité les déchets les plus variés, on passe à la fabrication de tissus de papier ; d'autres ouvriers fabriquent, « avec des machines perfectionnées », des sabots de bois, à raison de deux cents paires par jour, tandis que les femmes sont employées à des travaux de couture⁹⁹. C'est pour fournir un emploi aux chômeuses que les industriels mulhousiens suivent la suggestion de Madame Frédérique Lamey et prennent l'initiative de créer, en mai 1917, la *Pagaschuh GmbH*, au capital de 100 000 marks, un atelier de nécessité qui s'installe dans des locaux inoccupés de la *Dentsche*. Là, 2 300 femmes, en janvier 1918, tressent des *schlappalas*, c'est-à-dire des chaussons, avec du fil de papier multicolore fourni par DMC et de la ficelle de papier pour les semelles fabriquées par Schaeffer. Le succès commercial est inespéré : non seulement, tout Mulhouse porte des *schlappalas*, mais les soldats allemands en rapportent à leur famille. En novembre 1918, les ouvrières obtiennent des fils bleus, blancs et rouges qui permettent de fabriquer des cocardes tricolores, des guirlandes, ainsi que des chaussons patriotiques ! L'expérience ne survit évidemment pas à la guerre et la *Schlappafabrik* ferme ses portes en juillet 1919¹⁰⁰.

Conclusion

Quel est l'état de l'industrie alsacienne au 11 novembre 1918 ? 171 usines endommagées, dont 101 totalement détruites (dix filatures, vingt-neuf tissages), employant près de 20 000 ouvriers¹⁰¹ ; d'autres privées de matières premières et d'une partie de leur matériel, des ouvriers occupés à des travaux de substitution. Sauf exceptions, dans les mines

97. « Aperçu... », AMM, 97 A 674.

98. « La ville se vide de plus en plus » constate le 17 mai 1917 Auguste Zundel, *op. cit.*, p. 156.

99. *Souvenir du centenaire de la fondation de la maison Schlumberger-Steiner & C^e à Mulhouse, 1818-1918*.

100. *Centenaire de la création de la Société industrielle de Mulhouse*, t. 1, Mulhouse, 1926, p. 256-257. - FISCHER (Roland), *Le Temps des fabriques*, Société d'histoire et de géographie de Mulhouse, 2005, p. 69-72.

101. BERNARD (Albert), « La Réparation des dommages de guerre en Alsace », *L'Alsace depuis son retour...*, *op. cit.*, p. 494.

notamment (qui ne relèvent pas à proprement parler de l'industrie), l'activité est fortement ralentie, quand elle n'est pas arrêtée. L'Alsace paye incontestablement le fait d'avoir partagé le sort des Empires centraux : le blocus met à genoux son industrie textile ; les difficultés de ravitaillement pénalisent son secteur agro-alimentaire ; quant aux industries qui auraient pu tirer parti de l'économie de guerre, elles ne semblent pas bénéficier d'une impulsion quelconque.

En réalité, les Allemands ne misent pas sur le potentiel industriel alsacien pour au moins trois raisons : la proximité du front, la méfiance à l'égard de la loyauté des Alsaciens, les difficultés de reconversion vers la fabrication de matériel de guerre. Dans ce contexte, l'industrie alsacienne est délibérément sacrifiée dans les derniers mois de la guerre, en 1917 et 1918. Elle aborde donc sa réintégration à la France dans une situation déprimée, mais sans doute moins que d'autres régions françaises dévastées par les combats ou l'occupation, le Nord, la Champagne ou la Lorraine. Ce différentiel facilite d'ailleurs une reprise très vigoureuse des constructions mécaniques qui peinent à faire face, dès 1919, aux besoins de la reconstruction¹⁰². La brasserie, dont la production est inférieure de près de 50 % en 1919 à celle de 1913, retrouve et dépasse ce niveau dès 1921. En revanche, pour le textile, qui représentait près de 40 % de la valeur ajoutée de l'industrie alsacienne en 1907, la guerre est un tournant irréversible : mise à part la filature du coton pendant une brève période de 1924 à 1929, la filature de laine, les tissages de coton et de laine ne retrouveront pas dans les années 1920 leur niveau de production de 1913¹⁰³. La Grande Guerre est incontestablement le point de départ d'un lent déclin qui s'étalera sur tout le siècle.

102. C'est le constat de Frédéric Lamey au lendemain de la guerre (*op. cit.*, p. 103) corroboré par l'indice calculé par Michel Hau : 171 en 1919 contre 115 en 1913 (*L'Industrialisation de l'Alsace... op. cit.*, p. 457).

103. *Id.* Si l'indice de la filature de coton dépasse en 1924 le niveau de 1913, le recul par rapport à 1913 n'est jamais inférieur dans les années 1920 à 15 % pour le tissage du coton ou la filature de la laine ; le tissage de laine est moins touché, avec un recul d'environ 5 % ; quant à l'impression, si elle retrouve en 1919 et 1920 son niveau d'avant-guerre, elle décline fortement dès 1921 avec un recul évoluant entre 20 et 40 %. Voir également les graphiques publiés par KAEMMERLEN (Ivan), « Implantation des industries textiles en Alsace, éléments cartographiques et statistiques », *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, n° 816, 1-1990, p. 39.

Résumé

L'industrie alsacienne dans la Grande Guerre : un désastre économique?

La Grande Guerre apparaît comme une rupture majeure dans l'évolution de l'économie alsacienne après l'apogée de la Belle Époque. L'Alsace, grande région industrielle, a bénéficié de l'ascension économique de l'Allemagne. Cependant, le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque le coup d'arrêt de cette expansion et handicape l'Alsace, qui paye incontestablement le fait d'avoir partagé le sort des empires centraux. Le blocus met à genoux son industrie textile ; les difficultés de ravitaillement pénalisent son secteur agro-alimentaire ; quant aux industries qui auraient pu tirer parti de l'économie de guerre, elles ne semblent pas bénéficier d'une impulsion quelconque. En réalité, les Allemands ne misent pas sur le potentiel industriel alsacien pour au moins trois raisons : la proximité du front, la méfiance à l'égard de la loyauté des Alsaciens, les difficultés de reconversion vers la fabrication de matériel de guerre. Dans ce contexte, l'industrie alsacienne est délibérément sacrifiée dans les derniers mois de la guerre, en 1917 et 1918. Elle aborde donc sa réintégration à la France dans une situation déprimée.

Zusammenfassung

Die elsässische Industrie im Ersten Weltkrieg: ein wirtschaftliches Desaster?

Der Erste Weltkrieg entpuppt sich als eine einschneidende Wende in der Entwicklung der elsässischen Wirtschaft nach dem Höhepunkt der „Belle Époque“. Die große Industrie-Region des Elsass profitierte vom wirtschaftlichen Aufstieg Deutschlands. Der Ausbruch des ersten Weltkriegs beendet jedoch jäh dieses Wachstum und bestraft das Elsass, welches ohne Zweifel dafür zahlen muss, das Schicksal der Mittel-Mächte geteilt zu haben. Die Blockade zwingt die Textil-Industrie zu Boden; die Versorgungsschwierigkeiten benachteiligen den Landwirtschafts- und Ernährungs-Sektor. Die Industrie-Sektoren, die von der Kriegswirtschaft hätten profitieren können, scheinen in keiner Weise Impulse erhalten zu haben. In Wirklichkeit gibt es mehrere Gründe für die Deutschen, nicht auf das wirtschaftliche Potential des Elsass zu setzen: die Nähe zur Front, das Misstrauen bezüglich der Loyalität der Elsässer und die Schwierigkeiten der Umstellung auf die Produktion von Kriegs-Material.

In diesem Kontext wird die elsässische Industrie in den letzten Monaten des Krieges 1917 und 1918 willentlich geopfert. Der Wieder-Eintritt des Elsass nach Frankreich vollzieht sich also in einer deprimierenden Lage.

Summary

Alsatian industry during World War I: an economic disaster?

WW I appears as a major break in the evolution of the Alsatian economy after the climax of the Belle Époque. Alsace as an industrial area had benefited from the economic growth of Germany. However, the starting of WW I puts a brake on that development and handicaps Alsace which, therefore and without any doubt, pays for having shared the fate of the Central Powers. The blockade ruins its textile industry; the difficulties in maintaining food-supply penalize its food industries; as for the enterprises that could have taken advantage from the war economy, it appears that they were not boosted. The fact is that the Germans did not count on the Alsatian industrial capacity for at least three reasons: the closeness of the military front, the mistrust towards Alsatian loyalty and the difficulties in redeploying war equipment manufactures. In that context, the Alsatian industry is intentionally sacrificed in the last months of the war, in 1917 and 1918. Thus, the reintegration of Alsace into France is made in unfavourable circumstances.